Miser sur les langues et les cultures pour la réalisation des Objectifs de développement durable en Afrique de l'Ouest

Jean-Philippe ZOUOGBO
CLILLAC-ARP, Université Paris Cité

Résumé : On ne peut pas parler de développement si les langues et cultures des populations les plus fragiles sont ignorées. Cet article n'est pas un plaidoyer en faveur de l'introduction des nombreuses langues locales d'Afrique subsaharienne dans les systèmes éducatifs. Il ne s'agit pas non plus d'une énième contribution aux nombreuses philippiques, souvent infondées, à l'encontre du français, langue officielle et de son statut, en Afrique de l'Ouest. Nous entendons nous positionner clairement en faveur des populations qui parlent ces langues et dont les besoins quotidiens réels ne sont pas pris en compte dans la détermination des politiques linguistiques et des stratégies de communication mises en place dans le cadre de l'ingénierie du développement. Nous mettons en évidence les raisons pour lesquelles les langues et cultures locales devraient être prises en compte et montrons comment cela peut être envisagé.

Mots-clés : populations, langues, cultures et développement

1 Introduction

Le développement durable se conçoit aujourd'hui, dans son acception la plus étendue, à travers ses dimensions environnementale, sociale et économique : le social était perçu comme un objectif, l'économie un moyen et l'environnement une condition pour atteindre et réaliser « *un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs* » (Rapport Brundtland, 1987). Il s'agit donc d'un appel mondial à agir pour éradiquer la pauvreté, protéger la planète et faire en sorte que tous les êtres humains vivent dans la paix et la prospérité.[1]

[1] http://www.un.org/sustainabledevelopment/fr/objectifs-de-developpement-durable.

Il y a cependant fort à craindre que cet objectif universel, promu et soutenu par les organisations internationales, ne soit une réalité dont sera encore exclue une grande partie de l'humanité, en raison de la barrière de la langue. Car comment envisager que certaines populations s'approprient et intègrent ces objectifs si elles ne comprennent pas ou ne parlent pas la/les langue(s) dans lesquelles ils sont diffusés ?

De nombreuses parties du monde, dont l'Afrique, sont caractérisées par une très forte diversité linguistique, avec, cependant, pour invariant notable, la « domination » d'une langue officielle. Celle-ci n'est pourtant n'est pas le vecteur de communication quotidien de la grande majorité des populations. Comment dès lors enseigner la nécessité des objectifs du développement durable (ODD) si cela a toujours lieu dans des langues que les populations ne comprennent ni ne parlent ?

Ce qui est en cause ici dépasse le cadre des revendications linguistiques courantes : c'est bien le droit inaliénable pour tous de vivre dans des conditions dignes que nous évoquons. Et ces populations dont nous parlons n'ont d'autre espoir de salut que dans le succès des politiques de développement financées par le Nord.

Plusieurs voix s'élèvent pourtant, de plus en plus, pour dénoncer le manque de réflexion profonde sur la place des langues et des cultures locales dans le développement. Qu'il nous soit permis de faire chorus pour en appeler à miser sur ces langues et cultures locales, à les utiliser prioritairement et à les intégrer dans la conception des projets de développement. Car c'est à travers elles, par leur prise en compte que la durabilité du développement peut être envisagée et que le développement peut être plus efficace. Il est évident que ce n'est pas à travers les langues du Nord que les concepts fondamentaux du développement durable pourront être acquis par les populations qui sont l'objet de notre attention. Et quand bien même elles seraient utiles et nécessaires, les langues du Nord trouveraient un grand intérêt à s'orienter, *via* leurs contenus pédagogiques, vers les problématiques qui sont propres à ces (nouveaux) territoires.

Le présent article n'est ni un plaidoyer en faveur de l'introduction des nombreuses langues locales d'Afrique subsaharienne dans les systèmes éducatifs. Il ne s'agit pas non plus d'une énième contribution aux nombreuses philippiques, souvent infondées, à l'encontre du français, langue officielle et de son statut, dans cet espace géographique. Nous entendons nous positionner clairement en faveur des populations qui parlent ces langues et dont les besoins quotidiens réels ne sont pas pris en compte dans la détermination des politiques linguistiques et des stratégies de communication mises en place dans le cadre du développement.

Nous montrerons l'inanité que constitue jusqu'ici le fait d'envisager un seul instant le développement (durable) dans certaines parties du monde en ignorant les langues et cultures locales. Il s'agira, subséquemment, de mettre en évidence les raisons pour lesquelles les langues et cultures locales devraient être prises en compte.

En tant que tel, on ne peut donc se dispenser de promouvoir une *vraie* diversité linguistique et culturelle en allant au-delà des sempiternelles déclarations de bonnes intentions. L'approche inclusive que nous promouvons et détaillerons dans cet article reste l'un des meilleurs moyens de lever l'obstacle de la dépendance communication-

Published in : SOMÉ, Kogh Pascal (dir.), *Quand s'unissent les voi(es)-x*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813004543, doi : 10.17184/eac.9782813004543

nelle dont la principale conséquence est l'exclusion des populations locales de tous les processus de communication dans le cadre de projets dont elles sont supposées être les principales bénéficiaires.

Enfin, nous ferons référence à un nouveau cadre théorique, celui de la linguistique pour le développement[2], qui offre tous les arguments pour repenser durablement la linguistique et les études de langues en Afrique subsaharienne dans le contexte local, pour peu qu'elles intègrent dans leurs canons les besoins des populations.

2 La nécessité d'une approche inclusive de la diversité linguistique et culturelle

La diversité linguistique et culturelle est une problématique qui suscite encore de nombreuses passions, en particulier lorsqu'il s'agit d'aborder le statut des langues et leur cohabitation dans un environnement plurilingue où les actions en faveur des unes empiètent souvent sur la survie des autres. En Afrique, en particulier, où cette question reste encore sensible, la promotion des langues et la défense du patrimoine linguistique et culturel ont engendré des doctrines souvent irréconciliables entre promoteurs des langues européennes et hérauts du nationalisme linguistique (Zouogbo, 2017).

Ceux qui se sont intéressés de près à la question de la cohabitation entre le français et les langues locales ont sans doute constaté que du côté des promoteurs de la Francophonie (nous parlons ici des institutionnels), le seul fait d'évoquer une capacitation des langues locales suscite une sorte de méfiance, si ce n'est un mépris souverain. On peut les comprendre : ils défendent leurs positions. Car pour eux, tout a été fait. On comprend bien aussi que la promotion de langues africaines pourrait faire perdre le contrôle de la communication, voire certains privilèges économiques, des élites francophones et de leurs alliés du Nord. Selon eux, le français doit rester la seule langue de communication dans la mesure où elle est la mieux équipée pour restituer la modernité. Il n'y aurait donc pas lieu de promouvoir une évolution fonctionnelle des langues locales aux côtés de la langue officielle qui investit déjà, supposément, tous ces domaines de connaissance.

Certes, de nombreuses actions en faveur des langues locales sont menées dans le cadre des organisations internationales, basées sur le modèle de celles qui œuvrent à la préservation des espèces animales en danger mais on peut souligner qu'il y a une forte disproportion entre le soutien que la Francophonie apporte à la langue française et celui qu'elle prodigue aux langues dites « partenaires ». De l'autre côté, le développement des langues locales, qui sont pourtant majoritairement utilisées dans la vie de tous les jours, est abandonné à des enseignants-chercheurs universitaires sans moyens, qui sont condamnés, génération après génération, à reprendre les mêmes discours sans jamais les voir mis en œuvre, si ce n'est dans des expériences-pilotes sans lendemain.

En Afrique francophone, le débat sur la question linguistique se ramène le plus souvent à des échanges de propos idéologiques, opposant ceux qui se présentent comme

[2] À ce sujet, nous renvoyons à deux ouvrages. celui de Léonie Métangmo-Tatou (2019) qui théorise ce champ de recherche novateur qu'elle a exploré, expérimenté depuis plusieurs décennies et qu'elle a dénommé « Linguistique du développement ». Le second (Zouogbo 2022), démontre, par l'exemple, les voies et moyens de la lutte contre la précarité linguistique

Published in : SOMÉ, Kogh Pascal (dir.), *Quand s'unissent les voi(es)-x*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813004543, doi : 10.17184/eac.9782813004543

des « nationalistes » anti-impérialistes, anticolonialistes et les autres, sans que soient jamais envisagés les enjeux réels, à savoir le bien-être et les intérêts des locuteurs. Les premiers, énonçant des exigences hors d'atteinte, comme celle que chaque enfant puisse être scolarisé dans sa langue « maternelle », quel que soit le nombre de locuteurs de cette langue, et les autres, sous-estimant systématiquement les possibilités qu'offrent les langues africaines. Pendant ce temps, personne ne pense à l'insécurité dans laquelle se trouvent les locuteurs de langues africaines qui n'ont pas accès du tout au français ou qui n'en ont qu'une maîtrise limitée, lorsqu'on leur impose des discours et des messages en français. Faudrait-il attendre que tout le monde parle français pour mettre en œuvre les ODD ?

Pourtant, il y a de nombreux objectifs vitaux qui ne permettent pas d'attendre, comme la lutte contre les fléaux sanitaires (mortalité maternelle et infantile, sida, diabète, paludisme, hépatites, etc.), l'égalité entre hommes et femmes, les dangers du mariage précoce, qui exigent une intervention immédiate permanente auprès des communautés urbaines et villageoises. On voit quand même certains organismes favoriser la communication orale en langues locales, mais là, se pose un autre problème, qui a maintes fois été évoqué par H. Tourneux (2007 et 2015, entre autres) : celui de la traduction improvisée, dans laquelle la substance même du message peut se trouver dénaturée. Là aussi, il faut que les langues africaines soient prises au sérieux et que l'on forme des traducteurs professionnels en langues africaines.

C'est à Nelson Mandela que nous devons ces paroles fortes :

> « Quand on parle à une personne dans une langue qu'il comprend, on s'adresse à son cerveau. Mais quand on s'adresse à lui dans la langue de ses ancêtres, c'est son cœur que l'on touche. »

En effet, à partir du moment où l'on s'adresse aux gens dans leurs langues, il peut s'établir un véritable dialogue susceptible d'enrichir considérablement les propositions des experts du développement. Le droit à la parole permet aussi à chacun de se sentir acteur de sa propre existence et coresponsable du bien-être de tous. Le bénéfice d'une telle procédure peut toucher tous les domaines cruciaux pour l'humanité, qu'il s'agisse d'agriculture, d'élevage, de pêche ou de respect de l'environnement.

Le statut du français langue officielle n'est plus à contester (Zouogbo, 2020, 2019, 2018, 2017), et son importance dans la vie des populations non plus. Ce n'est pas le français qui empêche les langues locales d'évoluer. Si certaines langues africaines sont réellement menacées d'extinction, ce n'est pas parce que la langue française les tuerait (Sanogo, 2008, Mufwene, 2005, Hagège, 2000). Par contre, il n'est plus tenable de confiner les langues africaines locales dans une dimension exclusivement patrimoniale comme cela est souvent le cas, avec pour argument que le français et l'anglais seraient les seules langues capables d'assumer la modernité. De nombreux chercheurs, avant nous, ont apporté la preuve de l'inanité de cette catégorisation fonctionnelle basée sur une analyse essentialiste des langues. Ainsi, selon Tourneux (2008 : 9) :

> « [s]'il est vrai que certaines langues sont plus riches que d'autres du point de vue de leur vocabulaire, cela résulte aussi de l'action des hommes, il

Published in : SOMÉ, Kogh Pascal (dir.), *Quand s'unissent les voi(es)-x*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813004543, doi : 10.17184/eac.9782813004543

> est donc dans le pouvoir de l'homme d'amplifier la langue si le besoin s'en fait ressentir ».

Le caractère « archaïque » des langues locales est toujours l'argument qui leur est opposé lorsqu'il s'agit d'investir les champs d'expression de concepts nouveaux ou de domaines techniques. Or, pour Sanogo (2008 : 27) :

> [l]a pauvreté du vocabulaire scientifique dans les langues africaines n'est pas un argument solide ; il suffit en effet de travailler sur des plans d'équipement linguistique pour résoudre les problèmes qui se posent, au fur et à mesure de leur émergence. Ces plans doivent tenir compte des besoins pour déterminer un travail par étapes sur le corpus. Il faut garder à l'esprit que toute langue suffit aux besoins de communication de ses utilisateurs, et que tout besoin nouveau est exprimable par le génie universel de la créativité linguistique.

Selon Ouane/Glanz (2010 : 23), « l'un des principes universels du développement des langues est que ces dernières se développent lorsqu'elles sont utilisées ». De nombreuses études montrent et démontrent qu'en la matière, les langues locales se révèlent bien plus souples, plus inventives et plus expressives que le français lorsqu'il s'agit d'exprimer et d'évoquer des phénomènes, peu importe qu'ils soient modernes. Les travaux d'A. Hien (2010, 2001) sur la santé publique, de Diki-Kidiri (2008) sur l'informatique, de Mouzou (2015) sur les mathématiques ou de Tourneux (2007) sur les ravageurs du coton et Tourneux et Yaya (2017) sur l'égrenage industriel du coton sont des exemples qui attestent du grand potentiel des langues locales dans l'expression de savoirs et concepts scientifiques et techniques. Ces travaux qui ont « amplifié » les langues locales, proposent des modèles de démarches qui ne demandent qu'à être suivis et adaptés à d'autres domaines et savoirs.

Il existe, de toute évidence, entre les blocs antagonistes des défenseurs et des contempteurs du français langue officielle, tout un espace à exploiter. Car le constat de la vitalité de la grande majorité des langues locales en Afrique ne fait aucun doute dans la mesure où « [l]a plus grande partie de la communication en Afrique s'y déroule en langues africaines » (Djité 2008). Par ailleurs, selon Ouane/Glanz (2010 :10) :

> [b]ien que la plupart des systèmes d'éducation africains privilégient l'utilisation des langues internationales, on estime que seuls 10 à 15 % de la population de la plupart des pays africains parlent ces langues couramment. Néanmoins ces langues, outre qu'elles ont un poids considérable dans la gouvernance, dominent le système éducatif, ce qui entraîne un grave fossé de communication entre le système d'éducation formel et son environnement social.

Nous noterons également que « le secteur économique formel n'emploie que 15 % de la main d'œuvre » (BIT 2019)[3]. On comprend ainsi que les langues locales, les principales

[3]Bureau International de Travail (2019) : *Vers plus de justice sociale : façonner l'avenir du travail en Afrique*. Rapport du directeur général.

Published in : SOMÉ, Kogh Pascal (dir.), *Quand s'unissent les voi(es)-x*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813004543, doi : 10.17184/eac.9782813004543

à être employées dans le secteur informel, ont une importance économique capitale. Les langues africaines s'imposent comme les principaux moyens de communication dans tous les domaines où la maîtrise des langues officielles n'est pas nécessaire. Pourquoi donc ne pas prendre acte de cette réalité et en tirer parti ?

Les ressources linguistiques et culturelles locales peuvent et doivent être mises à contribution au service du développement et du bien-être du plus grand nombre. Les tenants du développement n'ont manifestement pas encore tous compris qu'ils ne pourront réaliser leurs objectifs en faisant l'impasse sur les langues et les cultures locales. Quand elles ne sont pas associées aux projets dès l'étape de leur élaboration, les populations s'en désintéressent et ne peuvent y adhérer profondément. Elles se contentent de profiter momentanément des quelques ressources financières que le projet apporte, ce qui a pour résultat de décourager les promoteurs des projets et de donner une image négative des populations concernées.

Les langues et cultures locales sont et doivent être considérées, non comme un obstacle, mais comme un véritable levier du développement économique et social, surtout en matière de promotion, d'éducation et de réalisation des ODD. C'est pour cette raison qu'elles doivent être prises en compte dans les stratégies de développement. Pour la même raison, les organisations internationales et les organismes spécialisés dans les questions de développement devraient impérativement inclure les langues et les cultures locales dans leurs préoccupations et veiller à leur valorisation en les équipant et en s'appuyant sur elles.

3 Pour lever l'obstacle de la dépendance communicationnelle

Nous avons noté que l'usage dominant du français pour communiquer dans tous les domaines (éducation, santé, agriculture, pêche, économie, etc.) a pour résultat final de maintenir la masse des ruraux et des personnes peu ou pas scolarisées en marge de la réalisation des ODD. En marge parce qu'elles n'accèdent pas à l'information et que, dans le meilleur des cas, on les prend pour de simples exécutants d'obscures consignes et recommandations qu'elles n'ont pas le moyen d'intérioriser. En effet, les populations ont le sentiment qu'on leur impose de l'extérieur (ou d'en haut) des décisions qui ont une forte incidence sur leurs occupations et sur leur vie quotidienne, sans qu'il y ait eu une véritable concertation en amont.

Le présupposé qui consiste à penser que, le français étant langue officielle, il est compris par tous, est l'un des *a priori* les mieux partagés dans la sphère des experts étrangers. Mais il y a encore une autre réalité, plus difficile à combattre : c'est ce que Thomas Bearth (2008) a appelé « la dépendance communicationnelle » (*communicative dependency*). Cela signifie que les personnes qui n'ont pas un accès direct au français, par exemple, sont toujours à la remorque des informations scientifiques et techniques formulées en français, même si celles-ci sont traduites en langue locale. Ce théorème du grand spécialiste de la question des langues dans le développement décrit de façon très éclairante les diverses apories de la communication en situation de développement. De notre côté, nous avons, sur la base de documents, inventorié les diverses situations qui illustrent cette dépendance communicationnelle (Zouogbo, 2019).

Published in : SOMÉ, Kogh Pascal (dir.), *Quand s'unissent les voi(es)-x*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813004543, doi : 10.17184/eac.9782813004543

La dépendance communicationnelle, pour reprendre en substance les travaux de Bearth (2010, 2008), résulte de la stigmatisation de cette catégorie de la population, fût-elle majoritaire, qui ne maîtrise pas la langue officielle. La colonisation a établi une hiérarchie entre les langues, en distinguant les langues véritables (français, anglais, allemand, portugais…) et les « dialectes », catégorie fourre-tout dans laquelle on a mis toutes les langues d'Afrique subsaharienne, leur déniant, avec la complicité opportune de certaines élites locales (Zouogbo, 2017), toute légitimité dans le domaine de la modernité. Cette hiérarchisation est renforcée ou aggravée par le fait que la plupart de ces langues africaines ne sont pas largement disponibles à l'écrit et que la majorité de leurs locuteurs sont analphabètes ou peu alphabétisés, selon les critères occidentaux[4]. Ce positionnement très défavorable des langues africaines perdure et leurs locuteurs sont toujours dans la quasi-impossibilité d'accéder aux médias écrits, qu'ils soient imprimés sur papier ou numériques sur le Net.

Il ne faudrait pas croire que la dépendance communicationnelle n'affecte que les groupes linguistiques minoritaires : elle touche absolument toutes les langues africaines, qui sont toujours stigmatisées, quel que soit le nombre de leurs locuteurs. Pourtant, dans la communication quotidienne, ces langues africaines font preuve, la plupart du temps, d'une grande vitalité et d'une forte créativité, et elles occupent davantage de place dans l'espace oral que les langues officielles.

La dépendance communicationnelle est encore alimentée par certains préjugés, comme celui selon lequel le multilinguisme serait un obstacle à la circulation de l'information. En fait, on voit bien que le problème est moins celui de la pluralité des langues que de l'inégalité supposée entre langues africaines et langues européennes pour ce qui est de la transmission des informations et des savoirs. Dans les faits, lorsqu'une langue domine les autres sur un territoire donné, le reflexe le plus fréquent est de se concentrer sur la plus dominante. Ce parti pris se vérifie, en pratique, par les choix exoglossiques de la grande majorité des pays africains au moment des indépendances (Calvet 2010). Or le choix de la communication dans une langue unique, fût-elle dominante et mieux équipée, conduit immanquablement à une attrition de la communication, à une déperdition des informations utiles. Ce facteur, à son tour, produit un effet pervers qui affecte tous les acteurs du développement, à la fois les populations-cibles et les experts des programmes de développement. Car lorsqu'elles sont exclues du processus de la communication parce que les langues qu'elles utilisent au quotidien ne sont pas prises en compte, les populations locales sont dans l'impossibilité d'accéder au contenu réel des messages/des campagnes de sensibilisation (par exemple). Elles ne peuvent donc ni les intégrer, ni se les réapproprier, ni, *a fortiori*, en assurer la diffusion. De même, elles se retrouvent limitées dans leurs échanges, dans le *feed-back* nécessaire avec les experts des programmes. Ces derniers, de leur côté, pour cette même raison, n'accèdent pas aux données stratégiques qu'auraient pu leur communiquer les populations locales dans leurs langues.

[4] En effet, et curieusement, l'on passe par pertes et profits l'alphabétisation dans les langues locales. Les individus qui savent lire, écrire et compter dans leur langue ne sont pas intégrés dans les statistiques uniquement parce qu'ils ne savent ni lire, ni écrire dans la langue officielle. C'est à croire que l'alphabétisation ne tolère que l'acception occidento-centrée.

Published in : SOMÉ, Kogh Pascal (dir.), *Quand s'unissent les voi(es)-x*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813004543, doi : 10.17184/eac.9782813004543

Là où la coopération et la participation seraient nécessaires, il se crée une méfiance, une distance qui, souvent, se mue en défiance de la part de la population. Il serait pourtant plus simple pour les *développeurs* d'exploiter les ressources locales telles que les assemblées villageoises, les fameux arbres à palabres (lieux de débats publics démocratiques) qui, bien souvent, servent de cadre élargi d'élaboration conjointe de stratégies, de négociations pour la conduite de la vie communautaire et pour la validation des décisions finales. C'est une telle concertation, présupposant un respect mutuel des acteurs, qui fonde l'adhésion des populations, du fait qu'elles auront été parties prenantes dans tout le processus communicationnel et décisionnel.

Dans le contexte du développement, la dépendance communicationnelle affecte énormément les populations qui la subissent car elles ne peuvent s'exprimer avec précision que dans leur langue maternelle, qui est leur seul moyen d'expression maîtrisé et efficace dans leurs activités quotidiennes. C'est à travers les langues maternelles qu'une très grande proportion de la population africaine entre en interaction avec son environnement naturel et social et c'est à travers elles que ces populations conceptualisent, conçoivent et s'approprient leur monde, posent leurs problèmes, cherchent des solutions et résolvent les conflits.

Plus qu'un obstacle, la dépendance communicationnelle est une sorte d'apartheid linguistique (Bearth, 2008) aux effets pervers : les populations qui ne parlent pas la langue officielle ne sont pas en mesure de collaborer, de coopérer et d'intégrer efficacement le processus d'apprentissage et d'échanges qui leur permettrait de proposer des solutions endogènes aux vastes défis du développement durable. Cet apartheid linguistique les confine, dans le meilleur des cas, dans une situation d'assistés. En outre, les opinions publiques internationales, mal informées par certains « experts », considèrent souvent ces populations comme réfractaires au développement. Dans ce cas, l'aide au développement est discréditée par avance, puisqu'on imagine qu'elle ne pourra être que détournée de son objectif. Il ne faut pas nier, reconnaissons-le, qu'il existe bel et bien de part et d'autre, tant au Nord qu'au Sud, une classe de « nababs de l'aide au développement » (Brunel, 2005), qui profitent de la dépendance communicationnelle des populations pour s'approprier les ressources financières qui leur sont destinées.

Les *pauvres*, selon la Banque mondiale (WDR, 2004), doivent être absolument considérés comme une partie de la solution à leurs problèmes, comme une ressource indispensable pour atteindre la réalisation des ODD. Selon Bearth (2008 : 34), cette considération met en évidence la corrélation entre l'échec des actions de développement en faveur des populations les plus fragiles (les « pauvres ») et le niveau d'implication de ces populations dans les processus de décision qui accompagnent la mise en œuvre des actions de développement destinés à éradiquer la pauvreté.

Les populations les plus fragiles, sont frappées d'une double peine qui accentue cette dépendance communicationnelle : déficit en matière d'instruction, niveau élevé d'analphabétisme (Fall, 2005), qui s'accompagne d'une compétence nulle ou insuffisante dans la/les langue(s) officielle(s) : « l'Afrique subsaharienne regroupe les dix-neuf pays les plus pauvres au monde et qui ont l'indice de développement humain le plus bas » (Fall, 2005 : 1). « On peut retenir qu'en Afrique subsaharienne francophone, l'anal-

Published in : SOMÉ, Kogh Pascal (dir.), *Quand s'unissent les voi(es)-x*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813004543, doi : 10.17184/eac.9782813004543

phabétisme est encore très élevé et il est plus prononcé dans les zones rurales. Enfin, il affecte beaucoup plus les femmes que les hommes (Fall, *ibid* : 7) ».

« C'est la manière de poser le problème, dit-on en Afrique, qui permet de trouver la solution ». On voit bien, dès lors, qu'il est indispensable de savoir comment les « pauvres » expriment leurs propres problèmes dans leurs propres langues. Comment seront-ils donc entendus si, d'emblée, on fait l'impasse sur leurs langues ?

De l'optimisation et du renforcement de la communication dépend, en grande partie, la réalisation des ODD. Il convient, pour ce faire, d'utiliser de façon productive, toutes les ressources linguistiques et culturelles du territoire et d'éviter d'introduire une discrimination linguistique et culturelle qui hypothéquerait les résultats des actions de développement, avec des conséquences négatives pour tous les acteurs : impact financier mais aussi psychologique et physique pour les *développeurs* et impact moral sur la dignité des populations « aidées » qui n'auront pas bénéficié des retombées des actions menées théoriquement en leur faveur. Il est donc nécessaire d'adopter des stratégies de communication qui privilégient les ressources communicationnelles locales, seules garantes d'une motivation endogène. Bearth/Baya (2010) ont démontré qu'« il existe un lien étroit entre le recours aux langues locales comme moyen d'appropriation des innovations et leur durabilité ». En effet, les populations peuvent être soit associées aux activités soit constituer la source principale d'une analyse locale de la problématique qu'on envisage de traiter. Qui plus est, elles peuvent constituer les personnes-ressources qui valident ou infirment les hypothèses et analyses dégagées par les experts au cours de leurs travaux préliminaires.

> Il est nécessaire d'« adopter une stratégie de sensibilisation inclusive qui privilégie la langue locale comme source de conceptualisation, de réflexion et de négociation, au lieu de la reléguer au statut de moyen de retransmission de ce qui aura déjà été conçu en français » (Bearth/Baya, 2010 : 221).

Ceci dit, il est important de préciser que ce n'est pas en instaurant une guerre entre les langues locales et la ou les langue(s) officielle(s) que l'on réussira à vaincre la dépendance communicationnelle. On ne doit pas promouvoir de façon agressive les langues locales en excluant la ou les langue(s) officielle(s) de toutes les stratégies de communication. Dans le contexte africain, il s'agira de trouver une juste complémentarité entre le français et les langues africaines (Zouogbo, 2018). Le français a acquis une légitimité indiscutable en Afrique francophone et il occupe une place croissante dans la vie locale. C'est aussi la langue des institutions publiques et des organisations les plus variées. Cependant, ce positionnement prestigieux ne doit pas faire oublier le fait qu'une grande partie des populations n'est pas à l'aise pour s'exprimer en français ou ne comprend pas facilement les discours en français. D'où la nécessité tout aussi impérieuse de reconnaître aux langues locales l'importance qui est la leur et de revaloriser leur statut.

Parce que la lutte contre l'exclusion ne doit pas engendrer une autre discrimination, il est nécessaire, sous certaines conditions, d'adapter les choix linguistiques et parvenir

Published in : SOMÉ, Kogh Pascal (dir.), *Quand s'unissent les voi(es)-x*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813004543, doi : 10.17184/eac.9782813004543

à une sélection linguistique pragmatique qui contextualise ces choix, en fonction du lieu et de la nature du programme et des actions de développement. Nous ne parlons pas ici uniquement du cas de figure qui mettrait face à face le français et une ou plusieurs langues locales. Il peut aussi s'agir d'un contexte de concurrence endogène. Métangmo-Tatou (2019 : 40-41) qui a analysé « la situation linguistique complexe du Cameroun » a fait l'observation suivante :

> [...] [p]our la même langue, par exemple le peul dans la zone septentrionale du Cameroun, deux variétés concurrentes se partagent le champ de la communication : une variété caractérisée de littéraire, et une variété véhiculaire, pratiquée par les locuteurs non natifs, bien évidemment, mais aussi par les couches jeunes de la population native. Dans ce contexte, la recherche de stratégie pertinente ne peut faire l'économie d'une réflexion poussée sur ces deux variétés pour une meilleure congruence des messages relativement au groupe visé.

On comprend aisément que de telles précautions et les démarches induites ne soient pas évidentes pour les experts car il ne suffit pas de les proclamer encore moins de les improviser. C'est un autre paradigme qui s'ouvre ici et que nous exposons dans la dernière partie de ce travail. Il repose sur un ensemble de techniques, de savoirs et de disciplines connexes qui rendent nécessaire, utile et intéressant le concept de *linguistique pour le développement* (Métangmo-Tatou, 2019, Tourneux, 2015).

4 Imaginons une autre dimension utilitaire de l'enseignement du français en contexte homoglotte !

Afin de ne pas se contenter d'imprécations et de critiques stériles, le chercheur, linguiste et didacticien devrait proposer, dans son domaine, des solutions susceptibles de concrétiser ce partenariat et cette solidarité espérés entre les langues du multilinguisme pour répondre aux besoins de communication des populations, dans le cadre du développement durable.

Le développement (durable) peut s'entendre comme l'ensemble de moyens humains et matériels combinés à des actions, déployés sur un territoire dans le but d'améliorer les conditions de vie des populations les plus fragiles. Ces actions se matérialisent dans des domaines divers et variés. Il peut s'agir d'assistance technique aux agriculteurs, ou de campagnes de sensibilisation en santé publique, pour ne citer que celles-là.

L'une des causes de l'inefficacité des actions en faveur du développement, on le sait, est l'absence, sur le terrain, de ressources humaines qualifiées capables de communiquer avec les populations (et avec les experts) et de *faire passer le message*. Ces ressources humaines gèrent souvent l'urgence. Il est peut-être temps d'anticiper et de penser à les former de telle sorte qu'elles soient en mesure d'assurer une communication durable. Et, surtout, pour que le développement puisse compter sur des acteurs locaux compétents et immédiatement disponibles.

En matière de communication pour le développement, trois facteurs sont déterminants :

Published in : SOMÉ, Kogh Pascal (dir.), *Quand s'unissent les voi(es)-x*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813004543, doi : 10.17184/eac.9782813004543

1. la connaissance du terrain d'action et des us et coutumes des populations locales.

2. d'excellentes compétences linguistiques

3. une maitrise suffisante des domaines techniques d'intervention.

Il va sans dire que ces trois facteurs impliquent de nombreux savoirs, savoir-faire, savoir-être à la fois techniques, spécialisés, langagiers et culturels. Ces derniers, à leur tour, sont incarnés par des disciplines. Ainsi, l'on peut supposer qu'en (1), il s'agirait des sciences sociales, de la linguistique de terrain et de l'anthropologie sociale et culturelle, en particulier, qui permettent de se familiariser avec les modes de pensée et d'agir des populations. On ne le dira jamais assez, les populations locales sont plus accueillantes et réceptives lorsqu'elles se sentent considérées. La méconnaissance des traditions et coutumes par les *développeurs* constitue un facteur d'échec de leurs actions.

En matière de compétence linguistique (2), il ne s'agira plus uniquement du français, langue officielle mais d'un assortiment de langues qui intègre à la fois, la langue officielle, les langues vernaculaires, et même, pourquoi pas, les langues étrangères enseignées dans le pays. L'acquisition, aussi bien de la compétence que de la performance linguistique pourrait être confiée à un ensemble de savoirs impulsés par les sciences du langage et la littérature. Il pourrait s'agir, d'une part, d'un renforcement des acquis au niveau des quatre niveaux de fonctionnement de la langue et, de l'autre, d'applications concrètes au moyen de sous-disciplines des sciences du langage (médiation linguistique, terminologie, traduction, rédaction technique, etc.).

Pour ce qui est des langues à apprendre/enseigner, il faudra se concentrer sur le trépied *langue officielle-langue maternelle-langue vivante étrangère 1* et/ou *langue vivante étrangère 2*. C'est dans ces trois langues que se feront les applications.

Notons, pour dissiper quelques réserves, que les langues africaines retenues pour la communication ne doivent pas nécessairement être celles qui possèdent une écriture. On pourrait former des Africains, locuteurs de parlers non écrits, que l'on formerait à l'intervention orale. Dans un deuxième temps, on pourrait les former à l'écrit, en leur demandant de produire des écrits dans leur langue ou d'élaborer des corpus exploitables par la postérité. Les travaux sur les langues maternelles locales seraient encadrés par des spécialistes en linguistique africaine, discipline hautement exigeante.

Enfin, en (3) nous voyons les nécessaires compétences techniques et sectorielles à acquérir. Le contact et la collaboration avec les spécialistes des secteurs étudiés seront essentiels. Car on ne peut efficacement parler d'une problématique ou sensibiliser dans un domaine que si l'on en maitrise les tenants et les aboutissants. Or dans de nombreux cas, en raison du manque de préparation des intervenants, certains intermédiaires recrutés en toute improvisation travestissent le contenu des messages à transmettre. Ces domaines d'application seront définis en fonction des besoins réels sur le terrain. Les choix pourraient se fixer sur des secteurs bien identifiés comme par exemple l'agriculture, la santé publique, la protection de l'environnement, etc.

Published in : SOMÉ, Kogh Pascal (dir.), *Quand s'unissent les voi(es)-x*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813004543, doi : 10.17184/eac.9782813004543

En termes d'ingénierie pédagogique, cette formation se situerait entre la langue de spécialité et la langue sur objectif spécifique. On partirait des besoins de communication empiriquement identifiés que l'on modéliserait ensuite en offre de formation. Il resterait à identifier un organisme ou une institution susceptible de mettre en œuvre une telle formation et d'en assurer la durabilité. Dans le principe, il ne s'agira pas de créer une agence de prestation de services, mais de dispenser des savoirs fondamentaux, certes disciplinaires, et des savoir-faire notionnels que les apprenants devront acquérir et être capables de modéliser et de réutiliser par la suite, en toute autonomie, dans leur pratique professionnelle.

Les agents que l'on formera dans cette optique ne seront pas forcément pris au sein des populations fragiles elles-mêmes. Il s'agira, en prévision des urgences et des situations rencontrées sur le terrain, de préparer et former des individus capables d'apporter des réponses aux besoins de communication qui se pose(ro)nt. Ce seront donc des médiateurs linguistiques et culturels, des communicateurs pour le développement, etc.

5 Conclusion

Maugey (2017 : 20) apporte un nouvel éclairage sur la définition de la francophonie. La troisième composante qu'elle mentionne nous interpelle particulièrement :

> Qu'entend-on en vérité par francophonie ? […] ce mot étrange embrasse une vaste réalité et exprime au moins trois principales significations. La première englobe l'ensemble des locuteurs pouvant s'exprimer en français dans le monde ; la deuxième exprime la communauté internationale qui s'organise autour du français et de ses langues partenaires, *la troisième enfin, signifie l'esprit de dialogue interculturel et de solidarité dans le co-développement* […] Le dialogue interculturel s'affirme comme une véritable nécessité. La reconnaissance de la diversité culturelle mondiale est en effet une condition préalable pour instaurer un dialogue réel entre les peuples. Nul doute que l'essence même de la francophonie, espace en constante métamorphose et qui se doit d'écarter les dernières traces d'esprit colonialiste, a intérêt à toujours mieux reconnaitre la pluralité et la complexité des identités culturelles des pays membres de ce club humain.

Peut-être que cette puissante exhortation du prix 2017 de la Renaissance française saura apaiser les tensions qui, de temps à autre, *animent* le commerce entre le français et « ses langues partenaires » dans le plurilinguisme ouest-africain.

Le français, langue à rayonnement international, n'a rien à craindre et a tout intérêt à promouvoir les langues africaines locales. Ne serait-ce que par devoir de solidarité (Calvet, 2010 : 198). Les initiatives[5] de l'OIF en ce domaine vont, de ce point de vue, dans le sens du partenariat et de la complémentarité. Même si l'intérêt porté à la promotion des langues nationales africaines ne bénéficie pas d'un soutien du même ordre que celui qui est apporté à la langue française.

[5] *Cf.* Elan-Afrique, https://www.francophonie.org/Ecole-et-langues-nationales-en.html

Published in : SOMÉ, Kogh Pascal (dir.), *Quand s'unissent les voi(es)-x*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813004543, doi : 10.17184/eac.9782813004543

Ce partenariat en faveur duquel nous nous prononçons n'a pas pour objectif principal d'aider à la survie de langues plus ou moins menacées, mais de permettre aux populations qui les parlent d'améliorer leurs conditions de vie dans tous les domaines. En effet, derrière les langues se trouvent des femmes et des hommes en quête de dignité qui luttent quotidiennement pour leur survie. En permettant à ces personnes d'exprimer leurs besoins réels, dans les langues qui leur sont familières, et de suggérer des solutions endogènes à leurs problèmes, on les met déjà en condition de réaliser efficacement les ODD.

L'équipement et l'instrumentalisation des langues locales en vue de la prise en charge des problématiques du développement est une ambition affichée de la linguistique pour le développement. Mais il ne faut pas, au niveau académique, rattacher ce domaine à celui des cursus de langue française. Une solution plus équilibrée serait d'imaginer un parcours autonome, une linguistique pour le développement, une linguistique d'intervention, une linguistique impliquée et engagée qui intègre non seulement le français et les langues africaines, mais qui impliquerait d'autres langues européennes du plurilinguisme africain (Zouogbo, 2019 b).

Bibliographie

Bearth, Thomas (2008), « *Language as a key to understanding development from a local perspective : a case study from Ivory Coast* », in Tourneux, Henry (dir.), Langues, cultures et développement en Afrique, Karthala, Paris, p. 35-116.

Bearth, Thomas ; Baya, Joseph (2010), « Guerre civile et résilience écologique : le cas du parc du mont Sangbé à l'ouest de la Côte d'Ivoire », in *Cahiers Agricultures* 2010-19, p. 220-226. DOI 10.1684/agr.2010.0400.

Brunel, Sylvie (2005), « L'aide au développement : expansionnisme ou humanisme ? », in Houziaux, Alain (dir.), L'Aide au tiers-monde à quoi bon ? Éditions de l'Atelier, Paris, p. 31-49.

Brundtland, Gro Harlem (1987), « Notre avenir à tous ». Rapport de la Commission mondiale sur l'environnement et le développement de l'ONU, disponible sur : https://fr.wikisource.org/wiki/Notre_avenir_à_tous_-_Rapport_Brundtland

Calvet, Louis-Jean (2010), « Histoire du français en Afrique. Une langue en copropriété ? », Écriture, Paris.

Diki-Kidiri, Marcel (2008), « Le Vocabulaire scientifique dans les langues africaines. Pour une approche culturelle de la terminologie », Karthala, Paris.

Djité, Paulin G. (2008), « *The Sociolinguistics of Development in Africa* », *Multilingual Matters*, Clevedon-Buffalo-Toronto.

Fall, Makhoumy (2005), « Qui et où sont les analphabètes ? Afrique subsaharienne francophone », *Education for All Global Monitoring Report, Literacy for Life*, Unesdoc, 22 p.

Hagège, Claude (2000), « Halte à la mort des langues », Odile Jacob, Paris.

Hien, Amélie (2001), « La Terminologie de la médecine traditionnelle en milieu jula du Burkina Faso : méthode de recherche, langue de la santé et lexique julakan/français, français-julakan », Thèse de doctorat (Ph.D), Université de Montréal, Montréal.

Hien, Amélie (2010), « Procédés d'enrichissement des langues africaines : cas de la néologie en julakan », in Lucatelli, Virginia (dir.), Actes de la conférence internationale « Lexique commun / lexique spécialisé », septembre 2010, *Annales de l'Université Dunărea de Jos de Galaţi*, Fascicule XXIV, An III, no 2(4), p. 336-346.

Maugey, Axel (2017), « Le Succès de la francophonie au XXI^{e} siècle », Unicités, Saint-Chéron.

Métangmo-Tatou, Léonie (2019), « Pour une linguistique du développement. Essai d'épistémologie sur l'émergence d'un nouveau paradigme en sciences du langage ». Éditions Sciences et biens communs, Québec.

Mugwene, Salikoko S. (2005), « *Globalization and the myth of killer languages : What's really going on ?* », *Perspectives on Endangerment* 5, p. 19-48.

Published in : SOMÉ, Kogh Pascal (dir.), *Quand s'unissent les voi(es)-x*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813004543, doi : 10.17184/eac.9782813004543

Mouzou, Palakyém (2015), « Terminologie mathématique français-kabiyè », Thèse présentée et soutenue publiquement le 24 juillet 2015 à l'auditorium de l'Université de Lomé en vue de l'obtention du doctorat nouveau régime en Sciences du Langage, Lomé.

Ouane, Adama ; Glanz, Christine (2010), « Pourquoi l'Afrique doit investir dans les langues africaines et l'enseignement multilingue ? », Institut de l'Unesco pour l'apprentissage tout au long de la vie, Hambourg, unesdoc.unesco.org/images/0018/001886/188643f.pdf.

Sanogo, Mamadou Lamine (2008), « Politiques linguistiques et Union africaine », in Tourneux, Henry (dir.), « Langues, cultures et développement en Afrique », Karthala, Paris, p. 19-34.

Tourneux, Henry ; Yaya, Daïrou ; avec la collaboration de Boubakary, Abdoulaye (2017), « Dictionnaire peul encyclopédique de la nature (faune / flore), de l'agriculture, de l'élevage et des usages en pharmacopée (Diamaré, Cameroun), suivi d'un index médicinal et d'un index français-fulfulde », CERDOTOLA, Yaoundé.

Tourneux, Henry (2015), « Pour une linguistique du développement », in Batic, Gian Claudio ; Baldi, Sergio (dir.), *Selected Proceedings of the Symposium on West African Languages*, *University of Naples* « L'Orientale », Naples 27-28 March 2014, *Università degli studi di Napoli* « L'Orientale », *Dipartimento Asia*, *Africa e Mediterraneo*, coll. « *Studi Africanistici* » Serie Ciado-Sudanese 7, 2015, p. 163-176.

Tourneux, Henry (2008), « Introduction », in Tourneux, Henry (dir.), « Langues, cultures et développement en Afrique », Karthala, Paris, p. 9-18.

Tourneux, Henry (2007), « La Communication technique en langues africaines », Karthala, Paris.

Zouogbo, Jean-Philippe (dir.) (2022),« Linguistique pour le développement. Concepts, contextes et empiries ». Paris, éditions des archives contemporaines.

Zouogbo, Jean-Philippe (2020), « La langue française, un obstacle au développement des pays d'Afrique subsaharienne francophone ? », Repères DoRiF n.21 – *Langues, linguistique et développement en milieu francophone. Des terrains africains*, DoRiF Università, Roma septembre 2020, http://www.dorif.it/ezine /ezine_articles.php?id=474

Zouogbo, Jean-Philippe (2019 a), « Mieux communiquer pour une plus grande efficacité de l'aide au développement en Afrique subsaharienne francophone », in Boudet, Martine (dir.), « Les Langues-Cultures, moteurs de démocratie et de développement », Les Éditions du Croquant, Vulaines-sur-Seine, p. 225-240.

Zouogbo, Jean-Philippe (2019 b), « Pourquoi et comment intégrer les problématiques du développement durable à l'enseignement des LVE en contexte africain ? », *Revue du LTML* n° 16, www.ltml.univ-fhb.edu.ci, p. 17-36.

Zouogbo, Jean-Philippe (2017), « Langues étrangères et langues africaines : pour un partenariat au profit du développement économique et sociétal en Afrique subsaharienne », in Agbefle, Koffi Ganyo ; Lezou-Koffi, Aimée Danielle, « Plurilinguisme et enseignement du français en Afrique subsaharienne », L'Observatoire européen du plurilinguisme, Coll. « Plurilinguisme », Paris, p. 276-297.

Zouogbo, Jean-Philippe (2017), « La promotion de la diversité culturelle et linguistique. Pour un ancrage de la doctrine dans le réel de l'espace francophone en Afrique subsaharienne », in Navarro, Elisabeth ; Benayoun, Jean-Michel, « Langues, diversités et stratégies interculturelles », Michel Houdiard, Paris, p. 181-197.

Published in : SOMÉ, Kogh Pascal (dir.), *Quand s'unissent les voi(es)-x*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813004543, doi : 10.17184/eac.9782813004543